

Les fondements énergétiques de la démocratie

Marc ELIE

Les sources d'énergie sont-elles porteuses de modèles politiques ? Oui, répond Timothy Mitchell, dans un essai stimulant sur les soubassements énergétiques des démocraties contemporaines. Le passage du charbon au pétrole au cours du XX^e siècle a érodé le potentiel de mobilisation de la classe ouvrière et consacré le pouvoir des experts.

Recensé : Timothy Mitchell, *Petrocratia, la démocratie à l'âge du carbone*, Alfortville, Éditions è@e, 2011.

Janvier 2012 : l'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz. Casus belli : les États-Unis envisagent de répondre par la guerre si la république islamique met sa menace à exécution. Ni la répression intérieure du régime contre les mécontents, ni même son programme nucléaire n'ont ces dernières années amené réaction aussi belliqueuse. La raison en est connue : un quart du pétrole mondial transite par le détroit¹. Or l'économie mondiale dépend du pétrole pour sa survie. L'histoire récente l'a montré plus d'une fois : quand le pétrole est en jeu, c'est l'escalade, au moins verbale, souvent militaire. Comment sommes-nous devenus si dépendants aux hydrocarbures ?

Timothy Mitchell, politiste et historien spécialiste du Proche-Orient à l'université de Columbia, signe avec *Petrocratia* un court essai d'histoire globale, bien documenté et stimulant, qui éclaire la corrélation entre sources d'énergie, systèmes énergétiques et systèmes politiques. L'auteur propose ainsi de « suivre la piste du carbone » (p. 21) pour décortiquer les liens unissant le surgissement et l'hégémonie des hydrocarbures et la naissance de la démocratie de masse et de l'impérialisme aux XIX^e et XX^e siècles. Il s'intéresse

¹ <http://www.eia.gov/countries/regions-topics.cfm?fips=WOTC#hormuz>

particulièrement aux charnières de l'histoire énergétique contemporaine : le passage des énergies renouvelables au charbon au XIX^e siècle, puis le passage du charbon au pétrole au siècle suivant. Il montre comment les propriétés physiques respectives du charbon et du pétrole ont facilité la naissance des démocraties sociales modernes et l'impérialisme colonial et néo-colonial. À cette interrogation historique sur les ruptures introduites par l'exploitation de nouvelles sources énergétiques, il ajoute l'analyse de plusieurs « connexions » entre les hydrocarbures et ce qu'il appelle – souvent par antithèse – la « démocratie » (nous dirions « le pouvoir »)². *Petrocratia* se transforme alors en laboratoire d'idées : Mitchell teste sur le lecteur ses intuitions sur la constitution de cette nébuleuse où se rencontrent pétrole et politique et qu'il nomme « pétrocratie ». Certaines sont convaincantes, d'autres moins. Trions.

Charbon et démocratie sociale en Europe

La première thèse de Mitchell est que le passage au charbon, en réorganisant les territoires, a permis l'émergence de mouvements politiques de masse. Il résume la transition énergétique de la biomasse à l'énergie carbonée non renouvelable au XIX^e siècle. Ce remplacement a permis une formidable concentration spatiale et temporelle de la production d'énergie : vers 1820, en Grande-Bretagne, l'extraction du charbon produit autant d'énergie que l'exploitation de forêts sur l'équivalent de la surface du pays. La surface virtuelle ainsi libérée par le charbon double trois fois avant la fin du siècle. Cette transformation s'est faite au détriment des peuples colonisés et de leurs territoires, mis en coupe réglée pour produire à l'attention des métropoles des cultures industrielles et alimentaires. Pourtant, le lien entre concentration spatiale permise par le charbon et colonisation n'est pas évident, il est même contre-intuitif³.

Dans un premier temps fort de l'essai, Mitchell montre comment, à partir des années 1880, l'organisation de l'extraction et du transport du charbon a placé mineurs et cheminots dans la

² Timothy Mitchell utilise ce mot dans un sens étonnamment large venant d'un politiste : la « démocratie », c'est à la fois un système politique qui naît dans les États-nations européens aux XIX^e-XX^e siècles, dans la configuration duquel les mobilisations ouvrières jouent un rôle déterminant, et le déni de démocratie par la colonisation ou l'expertise économique. L'essentiel des études de cas porte sur des relations non démocratiques de domination ou sur la confiscation de la démocratie.

³ Dans son étude sur la « grande divergence » entre l'Angleterre et la Chine, qui se penche, comme Timothy Mitchell, sur les paramètres physiques du charbon (sa localisation géographique en particulier), Kenneth Pomeranz propose une analyse plus convaincante de l'importance du développement d'une agriculture coloniale pour le succès de l'économie britannique fondée sur le charbon. Voir Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel / Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2010. Sur *La Vie des Idées*, voir le compte rendu d'Éric Monnet : « Le charbon et l'Empire », 21 janvier 2010, <http://www.laviedesidees.fr/Le-charbon-et-l-Empire.html>

position inédite de pouvoir entraver la production et les flux pour faire pression sur le patronat et les gouvernements. Ce qui fait la force du charbon – sa densité énergétique qui permet d’accumuler et de transporter facilement une quantité d’énergie très nettement supérieure aux énergies renouvelables utilisées jusque-là – a paradoxalement été la faiblesse des patrons et la force des ouvriers dans les grandes grèves qui ont transformé les pays industrialisés entre le dernier quart du XIX^e siècle et les années 1950 du XX^e siècle : « La concentration et la circulation du charbon nécessaire à l’industrie constituaient un point faible » (p. 43) de l’économie capitaliste.

Comme la concentration d’énergie cinétique dans la locomotive la rend vulnérable à la moindre perturbation et risque de mettre en péril tout l’approvisionnement en charbon, les cheminots comprirent la valeur du sabotage pour paralyser ou menacer de paralyser la vie économique. Étant donnée l’importance croissante du charbon pour l’économie, les grèves de mineurs (dans la Ruhr en 1889, en Angleterre en 1889-1890) forcèrent les dirigeants à des compromis : les gouvernements de Bismarck et de son successeur passèrent les premières lois sociales. Bref, la peur d’une ruineuse grève générale fit plier les gouvernements qui concédèrent aux ouvriers droit de vote, syndicalisme, et droit de grève, avec finalement l’arrivée de gouvernements travaillistes et sociaux-démocrates au pouvoir.

Mitchell conclut son chapitre consacré au charbon par une affirmation provocatrice : « Les travailleurs se trouvèrent progressivement interconnectés, non pas tant par les liens ténus d’une culture de classe, d’une idéologie collective ou d’une organisation politique, que par les quantités toujours plus importantes d’énergie carbonée qu’ils extrayaient, chargeaient, transportaient, enfournaient dans les moteurs et exploitaient » (p. 43). La force collective des travailleurs reposerait moins sur la conscience de classe ou l’organisation politique que sur la concentration des flux énergétiques. Bien sûr, on peut citer de nombreuses grèves de mineurs qui se soldèrent par des échecs (dans la Ruhr en 1912 par exemple), ou des grèves d’ouvriers couronnées de succès dans des secteurs autres que le charbon (dockers londonien en 1889). On peut également considérer que Mitchell, citant essentiellement les représentants des classes possédantes effrayées à la perspective d’une grève générale, surestime à la fois le pouvoir des ouvriers et le caractère organisé des grèves. En revanche, il a sans doute raison de souligner le lien rarement mis en évidence entre les modes de production et la géographie du charbon, d’une part, et un certain pouvoir de négociation effectivement gagné par la classe ouvrière et dont les

conséquences politiques furent immenses, d'autre part.

Pétrole et colonialisme au Moyen-Orient

Le cœur de la démonstration de *Petrocratia*, contenue dans le second chapitre, est que l'éclosion « démocratique » permise par le charbon via la médiation ouvrière ne s'est pas reproduite à l'âge du pétrole étant données les différentes configurations physiques de ces deux hydrocarbures. Pour Mitchell, les types d'organisation du travail permis par la production et la logistique des transports du pétrole expliquent pour une part l'échec des ouvriers de cette filière à peser sur la vie politique à l'ère de la « *high-energy economy* »⁴. Le « potentiel démocratique » du pétrole est moindre que celui du charbon : d'abord, il faut moins d'ouvriers pour le tirer de terre. En surface, les ouvriers sont plus contrôlables qu'au fond de la mine. Ensuite, les oléoducs, créés spécialement pour amoindrir la force des revendications, réduisent le nombre de points de ruptures de charge où les grévistes peuvent concentrer leur action. Plus léger, plus fluide et plus concentré, le pétrole se transporte encore plus facilement que le charbon. Le transport maritime est peu coûteux et pratiquement exclu du droit du travail. Enfin, Mitchell compare le réseau de transport du charbon à une ramification dendritique possédant un seul canal principal, alors que celui du pétrole ressemble à une grille électrique où les chemins sont souvent interchangeables. Ainsi, si un axe est coupé, il est plus facile à contourner.

Pour les ouvriers du pétrole, ses caractéristiques rendent peu efficace l'action collective. Au début du XX^e siècle, les sites de forage sont à l'écart des centres industriels, et souvent mal connectés. Les grèves lancées avant la Première Guerre mondiale en Galicie échouent. À Bakou, en 1905, par contre, les ouvriers rencontrent de vrais succès et contraignent les entreprises à la négociation, précisément parce que la production est concentrée sur quelques hectares près d'une grande ville et que le pétrole est déjà une énergie importante pour le transport maritime et ferroviaire de l'empire russe. Mais c'est une exception.

Alors que les ouvriers avaient su tirer partie du « potentiel démocratique » du charbon pour obtenir des droits politiques et sociaux, dans le cas du pétrole, ce sont les managers des grandes compagnies qui ont su profiter des caractéristiques de cette énergie pour prévenir tout mouvement de grève. Outre le transport maritime et les oléoducs, les compagnies pétrolières,

⁴ David Nye, *Consuming Power. A Social History of American Energies*, Cambridge (Mass.), MIT Press, paperback, 2001, p. 187.

plus globalement, ont poussé à la consommation et à la dépendance au pétrole. Le Plan Marshall a permis aux États-Unis de convertir les économies européennes au pétrole. Le modèle américain de management et de consommation, exporté à la même occasion, était aussi une réponse aux mobilisations ouvrières de la « bataille du charbon » d'après-guerre. Un mode de vie riche en pétrole, voilà ce que les pétroliers réussirent à imposer aux sociétés « développées » afin d'augmenter la demande et de faire taire les revendications sociales.

Du côté de l'offre, les compagnies pétrolières ont fait main basse sur les ressources mondiales. Ici, Mitchell est sur son terrain, celui des politiques coloniales et néo-coloniales menées par les puissances au Proche-Orient. Entre coups d'État montés par la CIA (Iran en 1953, renversement de Kamal Joumlatt au Liban, Syrie) et écrasement de grèves par les compagnies et les colons (Palestine en 1936-1939, Arabie Saoudite en 1956), il s'agit toujours d'interdire que les ouvriers ne deviennent la force politique qu'ils étaient devenus en Europe avant-guerre. Si cette intentionnalité ne fait aucun doute, la démonstration de l'auteur n'en est pas pour autant renforcée. En effet, le cas moyen-oriental montre que les ouvriers pouvaient être très efficaces dans l'action gréviste en attaquant les pipelines et en bloquant les ports. Ni les caractéristiques physiques du pétrole décrites plus haut, ni les agencements productifs et logistiques qu'elles autorisaient ne semblent avoir pu freiner les ouvriers révoltés par les conditions de travail et l'exploitation coloniale. L'échec systématique de ces revendications tient bien plutôt à l'utilisation tous azimuts de pratiques coloniales répressives impossibles en Europe, et au conflit géopolitique est-ouest qui autorisait à anéantir toute velléité syndicaliste sous couvert d'empêcher le basculement de la région dans l'escarcelle de Moscou.

Les experts imposent leur loi

Dans le troisième et dernier chapitre, Mitchell poursuit son exploration de la pétrocratie, cette constellation où se rencontrent pétrole et pouvoir, en décrivant le lien entre pétrole et monnaie : c'est grâce au pétrole que le dollar chasse la livre sterling comme monnaie des échanges internationaux, car le dollar est adossé au pétrole. L'accord initial entre la Grande-Bretagne et les États-Unis pour contrôler les quotas et les prix disparaît dès 1945 : Roosevelt obtient le monopole américain sur le pétrole proche-oriental, en échange de l'écrasement du militantisme ouvrier.

Autour du développement du pétrole comme principale source d'énergie sont nées de

nouvelles expertises économiques dans l'après-guerre : le keynésianisme et le néo-libéralisme. Ces expertises constituent « l'économie » (ou le « marché ») comme secteur d'action publique et de savoir expert. Reprenant les analyses qu'il avait développées dans son ouvrage remarqué *Rule of Experts*⁵, Mitchell affirme que l'expertise permet de soustraire des domaines de l'activité sociale au contrôle démocratique. Le rapport avec le pétrole est ici tenu. L'auteur voit dans l'apparition de « l'économie » la validation d'un modèle de croissance illimitée reflétée par un nouvel indicateur, le PIB. Or le pétrole se prête bien à ce modèle, car il est disponible en quantité apparemment illimitée et son prix diminue jusqu'en 1973. On opposera à Mitchell qu'il n'y a là pourtant aucun lien nécessaire, mais une simple analogie entre la croissance illimitée à laquelle invite le PIB et les énormes ressources d'une énergie peu chère. D'ailleurs, le charbon de l'ère de la démocratie de masse était aussi disponible en énorme quantité (et l'est toujours).

Mitchell termine sa démonstration sur la crise du dollar en 1967-1974. Les compagnies pétrolières auraient alors construit des concepts comme la « fin du pétrole » et « l'environnement » pour manipuler les cours du pétrole à la hausse. Ainsi, l'écologie politique qui apparaît à ce moment aurait été « co-propulsée » par les pétroliers pour damer le pion à l'énergie nucléaire. Malheureusement, Mitchell n'apporte aucun élément tangible pour étayer ses insinuations sur ces importantes questions. A-t-il ici à l'esprit les critiques répétées contre le plus célèbre rapport du Club de Rome, *The Limits To Growth*, paru en 1972 ? Le rapport, en effet, évoque un « pic pétrolier » vers la fin du millénaire, et d'aucuns continuent de voir dans ce document pourtant mesuré un monument de catastrophisme. Mitchell n'y fait pas allusion. Alors qu'il a tendance à idéaliser la grève démocratique de l'ère du charbon, l'auteur exagère l'influence des groupes d'experts à l'âge du pétrole.

On touche avec ce dernier chapitre aux limites de la méthode que l'auteur met en place dans son essai. Il teste les liens imaginables entre pétrole et pouvoir. Ce faisant, il installe des constellations de phénomènes aux liens hypothétiques souvent tenus : il procède par rapprochement, concomitance et analogie. Cela donne des intuitions intéressantes, par exemple le fait que pour écraser les grèves dans le secteur du pétrole les gouvernements et les capitaines d'industrie ont instrumentalisé les conflits ethniques aussi bien à Bakou en 1905 qu'en

⁵ Timothy Mitchell, *Rule of Experts : Egypt, Techno-politics, Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002, en particulier la troisième partie, « Fixing the economy ».

Palestine dans les années 1930. Les « connexions » tous azimuts fonctionnent parfois moins bien : le lien entre hydrocarbure et mobilisation politique serait illustré par le différentiel de connaissance sur le fonctionnement de leur filière chez les mineurs et les ouvriers du pétrole. Les mineurs, autonomes au fond de la mine, « possédaient une expertise conséquente » et auraient été plus à même d'exploiter le réseau de production contre les patrons. Dans le secteur pétrolier, au contraire, la complexité du raffinement du pétrole aurait bénéficié non pas aux ouvriers, mais aux compagnies : devenues créatrices de savoir, elles auraient pu, via leurs officines d'expertise, manipuler consommateurs et écologistes. C'est en effet la « manipulation » qui fait le lien, chez Mitchell, entre des événements et processus concomitants mais faiblement reliés. Le lien entre l'émergence de l'expertise économique et l'hégémonie du pétrole ne paraît pas évident ? Mitchell dit alors que les cabinets d'expertise, aux ordres des pétroliers, manipulent l'opinion publique *comme* les experts économiques confisquent la démocratie. La démonstration par analogie et l'explication par la manipulation sont de fâcheux raccourcis analytiques.

Ces quelques remarques n'atténuent en rien le plaisir du lecteur à suivre Timothy Mitchell dans son entreprise de penser ensemble des phénomènes qu'on imagine trop souvent séparés. Donnant un sens nouveau au « capitalisme carbonifère » de Lewis Mumford⁶, et prenant au sérieux les qualités physiques des hydrocarbures, l'auteur décrit leur agencement dans les systèmes socio-politiques et internationaux : extraire et transporter du charbon ne met pas en branle les mêmes dispositifs productifs et logistiques que d'extraire et transporter du pétrole. C'est non seulement la vitesse de circulation des sources d'énergie qui est modifiée, mais aussi l'équilibre entre ruraux et urbains, ouvriers et patrons, colons et colonisés. À tous ceux qui s'interrogent sur les bouleversements à venir avec la sortie de l'ère des hydrocarbures, cette étude de l'impact qu'ont eu les sources d'énergie carbonée et le passage du charbon au pétrole sur nos sociétés contemporaines apportera matière à réflexion.

Article publié dans laviedesidees.fr le 23 janvier 2012.

© laviedesidees.fr

⁶ Lewis Mumford, Winner Langdon, *Technics and Civilization*, University of Chicago Press, 2010.